

## France/Primaire de la gauche Hamon haut la main !

AFP  
Paris/France

**L'ancien ministre l'a emporté avec 58,65 % des voix contre 41,35% à l'ex-Premier ministre Manuel Valls, selon des résultats partiels publiés hier soir.**

**DEFENSEUR** d'une "gauche totale", Benoît Hamon est devenu dimanche le champion socialiste à la présidentielle en France en battant sans appel l'ex-Premier ministre Manuel Valls à la primaire de la gauche, nouveau rebondissement

dans une campagne pleine d'imprévus. La désignation de ce politicien de carrière de 49 ans, jusque-là considéré comme un poids plume de la politique française, vient clore le tableau des principaux candidats au scrutin d'avril-mai. Avec une participation en hausse, Benoît Hamon l'a emporté avec 58,65 % des voix contre 41,35% à Manuel Valls, selon les résultats partiels publiés dimanche par les organisateurs qui prévoient une "évolution marginale". L'éviction de Manuel Valls intervient dans une campagne aux allures de jeu de massacre, après le renon-



Photo : AFP

L'ancien ministre Benoît Hamon désigné hier pour porter les couleurs socialistes à la présidentielle.

cement surprise du président socialiste François Hollande et l'élimination sèche de son prédécesseur à l'Élysée, Nicolas Sarkozy

– lui-même éjecté par son ancien Premier ministre François Fillon. Jusqu'à présent, les sondages annoncent un duel

entre la droite et l'extrême-droite au second tour. Mais les récentes difficultés de M. Fillon – empêtré dans un scandale de présumés emplois fictifs visant son épouse Penelope – ont eu un impact négatif dans l'opinion publique et pourraient changer la donne (lire ci-dessous). C'est dans ce contexte de campagne riche en surprises que Benoît Hamon veut faire mentir le scénario de la défaite. "En vérité la victoire est là, à portée de main, à condition que nous propulsiions (...) un futur désirable", avait-il lancé vendredi soir lors d'un ultime meeting.

## Du côté de la droite

### Fillon : " On ne m'intimidera pas "

AFP  
Paris/France

**LE** candidat de la droite à la présidentielle française, François Fillon, a affirmé hier devant des milliers de partisans réunis à Paris qu'il ne se laisserait pas "intimider" par les accusations d'emplois fictifs présumés visant son épouse Penelope. "Je viens de loin et on ne

m'intimidera pas", a lancé M. Fillon sous les ovations d'un public chauffé à blanc, lors d'un grand meeting politique conçu selon ses propres mots comme "une démonstration de force". Sa discrète épouse, qui s'est toujours décrite comme une femme au foyer, est soupçonnée d'avoir reçu 500 000 euros (327,5 millions de francs) de salaires comme "assistante parlementaire" de son mari, puis du suppléant de ce dernier, mais

aussi en tant que salariée d'une revue littéraire. François Fillon, lui, assure que cet emploi n'était pas fictif et s'est engagé à fournir tous les justificatifs nécessaires à la justice qui a ouvert une enquête, convoqué des témoins et mené une perquisition. "Ils croyaient nous avoir torpillés, ils pensaient nous avoir abattus et vous êtes là, vous êtes plus de 15 000", a lancé hier l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy (2009-2012) de-

vant le public qui scandait "Fillon président !" ou "on va gagner" en agitant des drapeaux bleu blanc rouge. "C'est plus que ma personne, qui est dans le viseur, c'est une haute idée de la France qu'on veut abattre en vol", a-t-il dit avant de dérouler son programme libéral et de dénoncer les idées "destructrices" de ses adversaires. Ce meeting visait à lui permettre de reprendre la main d'une campagne qui patine depuis plusieurs se-

maines et s'est embourbée avec les récentes révélations de l'hebdomadaire satirique Le Canard enchaîné sur les émoluments de son épouse. A moins de trois mois de l'élection présidentielle, les sondages récents le donnaient au coude à coude avec la candidate de l'extrême droite Marine Le Pen mais le "penelope gate" a eu un impact négatif sur l'opinion des Français.

## Etats-Unis/Immigration

### La Maison Blanche défend son décret migratoire

AFP  
Washington/États-Unis

**L'indignation n'en est pas moins grande à travers le monde.**

**LA** mobilisation se poursuivait hier aux États-Unis face à l'interdiction d'entrée sur le territoire édictée par Donald Trump contre les réfugiés et contre les ressortissants de sept pays musulmans, malgré une victoire partielle obtenue samedi. Le décret signé par Donald Trump vendredi interdit l'entrée à tous les réfugiés, quelle que soit leur origine, pendant 120 jours (de façon indéfinie pour les réfugiés syriens), ainsi qu'à tous les ressortissants de sept pays à majorité musulmane et considérés comme des viviers terroristes par l'administration américaine, pendant 90 jours : Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Alors qu'initialement les détenteurs de cartes vertes – des permis de résident permanent – étaient également visés, le secrétaire général de la Maison Blanche, Reince Priebus, a indiqué hier sur NBC qu'ils n'étaient pas "affectés",

mais qu'ils pourraient être questionnés de façon approfondie à leur arrivée aux États-Unis. Cette clarification n'a pas rassuré les nombreux Iraniens vivant aux États-Unis mais en ce moment à l'extérieur du pays. "D'une heure à l'autre, l'administration se contredit", dit à l'AFP Trita Parsi, président du National Iranian American Council. "Il faut que ce soit mis par écrit pour que l'on soit absolument certain". Selon l'administration, il restait hier matin une vingtaine de personnes en détention sur les 109 stoppées depuis vendredi. **CONFUSION** La confusion règne dans les aéroports américains depuis vendredi, les agents d'immigration manquant apparemment de consignes claires. Des centaines de manifestants ont assiégé les aéroports à New York, San Francisco, Dallas ou Seattle. Samedi soir, une juge fédérale de New York, saisie par des défenseurs des droits civiques pour le compte de deux Irakiens bloqués à l'aéroport John F. Kennedy, a interdit l'expulsion des personnes en règle retenues dans tous les aéroports américains. Mais le décret reste en vi-



Photo : AFP

Le décret anti-immigration du président Donald Trump n'en finit plus de susciter des réactions hostiles à travers le monde.

gueur et dans le reste du monde, les compagnies aériennes refusaient d'embarquer des ressortissants des sept pays concernés, malgré la validité de leurs visas. L'Iran était particulièrement concerné, étant donné les dizaines de milliers d'Iraniens détenteurs de visas de travail ou étudiants. Téhéran a immédiatement instauré la réciprocité contre les citoyens américains, et hier, des voix s'élevaient en Irak à prendre des mesures similaires. La vague d'indignation traverse le monde musulman, la Ligue arabe dénonçant hier des "restrictions injustifiées".

En Europe, le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel se sont joints aux condamnations. Selon un porte-parole, Mme Merkel a expliqué au président Trump les obligations de la Convention de Genève concernant l'accueil de réfugiés lors de leur entretien téléphonique de samedi. Londres et Berlin s'inquiètent notamment du sort de leurs ressortissants ayant la double nationalité avec l'un des sept pays de la liste noire, également concernés. **DISCRIMINATION RELIGIEUSE ?** Aux États-Unis, des manifestations avaient lieu hier, notamment devant la Maison Blanche à Washington et à New York. L'opposition démocrate a appelé au retrait du décret anti-réfugiés, qui "ne fera que galvaniser ceux qui cherchent à nous faire du mal", a déclaré le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer. Une poignée d'élus républicains ont aussi condamné tout ou partie du décret. Pour l'élue du Michigan Justin Amash, le décret semblait être plus motivé par des questions politiques que sécuritaires. "Si on s'in-

quiète du radicalisme/terrorisme, pourquoi pas l'Arabie saoudite, le Pakistan et d'autres ?", a-t-il écrit sur Twitter. "Les tribunaux jugeront s'il est allé trop loin", a prudemment déclaré hier Mitch McConnell, chef de la majorité sénatoriale, sur ABC. C'est en effet devant la justice que le sort du décret devrait se décider. La décision en urgence de la juge de Brooklyn s'ajoute à trois autres bloquant les expulsions, mais aucune ne tranche sur le fond. "Cela finira probablement devant la Cour suprême", a prédit Anthony Romero, directeur de l'ONG ACLU, sur CNN. La Maison Blanche a cependant défendu un acte nécessaire pour ne "pas laisser s'infiltrer quelqu'un qui cherche à nous nuire", a martelé Sean Spicer, porte-parole de la Maison Blanche. L'exécutif se défendait d'une volonté de discrimination religieuse. A la fin de la période de 120 jours, le décret stipule en effet que la priorité sera donnée aux réfugiés persécutés en raison de leur religion, une phrase désignant implicitement les chrétiens de Syrie et d'Irak.

## L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise. Soutien au facilitateur Mkapa**  
Les Nations unies et l'Union africaine ont réaffirmé leur soutien au facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, pourtant désavoué en décembre par l'opposition, qui l'accuse d'avoir pris parti pour le gouvernement de Bujumbura.

• **Madagascar/Accident. 47 morts sur une route du centre-nord**  
Au moins 47 personnes sont mortes et 22 blessées quand le camion qui les transportait au retour d'un mariage a fait une sortie de route, plongeant dans un fleuve, tôt samedi dans le centre-nord de l'île de Madagascar, a annoncé hier la gendarmerie malgache.

• **RDCongo/Justice. Liberté provisoire pour l'opposant Moni Della**  
La justice congolaise a accordé samedi à Kinshasa la liberté provisoire à l'opposant Moïse Moni Della, accusé d'être un des meneurs des émeutes du 19 et 20 septembre 2016 contre le pouvoir en République démocratique du Congo.

## A travers le monde

• **Allemagne/Elections. Schulz lance la bataille contre Merkel**



Photo : AFP

Porté par des sondages encourageants, le nouveau chef de file des sociaux-démocrates allemands Martin Schulz a lancé hier sa campagne électorale pour tenter de détrôner Angela Merkel en promettant justice sociale et fermeté contre la droite nationaliste.

• **Grande-Bretagne/Immigration. May trébuche sur le décret de Trump**  
Deux jours après son offensive de charme à Washington, la Première ministre britannique Theresa May s'est résolue hier à dénoncer les restrictions à l'immigration imposées par le président américain Donald Trump, après avoir été vivement critiquée pour avoir d'abord refusé de le faire.

• **Yémen/Terrorisme. Première opération commando américaine contre Al-Qaïda sous Trump**  
Au moins 14 combattants présumés d'Al-Qaïda et un soldat américain ont été tués hier dans la première opération commando menée par les États-Unis au Yémen depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, selon l'armée américaine.